



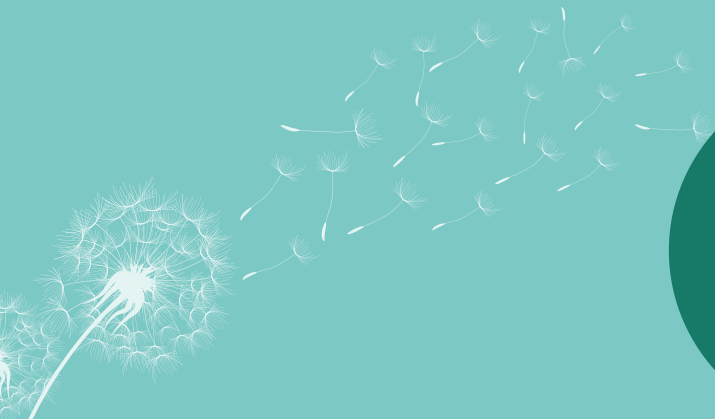
PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

# ATOOUT SENS

TRIMESTRIEL N°53 // DÉCEMBRE 2023



respire...



# Édito

Respire !

Dans une atmosphère qu'elle décrit comme « assez irrespirable, en train de devenir notre milieu quotidien », Marielle Macé publie un petit opus intitulé « Respire ». Elle l'a écrit pendant la période Covid qui a surgi peu après que George Floyd ne meure, « suffoqué plus de huit minutes sous le genou d'un policier : "I can't breathe !" » (p.12).

J'ai découvert avec elle un Midi de la poésie, moi qui ne suis pas spécialement adepte de poésie, je m'étais laissé entraîner à Bruxelles par une amie.

C'est incroyable comme elle rend ses/nos indignations belles : ce qu'elle confie d'injustices irrespirables, elle le laisse enfler en nous avec la délicatesse de l'artiste. Ses mots se propagent, déferlent comme pour renverser le monde, reprennent haleine et nous relient les uns aux autres :

*Pour respirer en effet il faut de l'air, mais il faut surtout une qualité de liens, de paysages, d'avenirs, beaucoup d'autres personnes avec qui respirer, en qui espérer, et qui puissent se respirer en vous. Tout un monde en vérité. [...] (p.13)*

Nous étions tout un monde à l'écouter, elle et Consolate, une actrice, à respirer leurs mots, comme on observerait, fascinés, un souffleur de verre transformer la pâte à verre au bout de son souffle en... quelque chose de lumineux :

*En sorte que chacune, chacun, sent que par l'air qu'il expire (l'air qu'il expire en buée, en déchets, mais aussi en gestes, en actes, et encore en phrases), il concourt à produire ce qu'on appelle « l'air du temps ». (p.13)*

À l'heure de vous souffler les pages de ce trimestriel, des réflexions, indignations, paysages, liens de quelques acteurs/actions du Cefoc, je vous souhaite de trouver des lieux où respirer ensemble, inspirer du beau, expirer collectivement des phrases, des gestes, des actes... qui rendent notre air du temps plus respirable.

Bonne lecture

Bénédicte Quinet

## Rédac'chef

Bénédicte QUINET

## Équipe de rédaction du numéro

Naïma AMEZZIANE  
Annick PAGE  
Isabelle PAQUAY  
Philippe PIERSON  
Bernard QUINET

## Mise en page & illustrations

Renaud HOEDT  
Bénédicte QUINET

Les dessins, en couverture et dans le dossier, ont été réalisés par les enfants du week-end d'octobre dernier :

Cassandra, Céline, Clara, Elsa, Lison, Louis et Nour

## Abonnements

« Atout sens » paraît quatre fois par an, en mars, juin, septembre, décembre.

**Prix** : 15 euros

**Prix de soutien** : 40 euros

**Compte** : BE97 0010 8274 8049

Asbl Centre de formation Cardijn (Cefoc)  
rue Saint-Nicolas, 84  
5000 Namur  
081/23.15.22

[info@cefoc.be](mailto:info@cefoc.be)

[www.cefoc.be](http://www.cefoc.be)

# Sommaire

## Partenaires

- 3 Une collaboration avec le planning familial Infor-Femmes à Liège

## Dossier : Fin du monde, fin du...

- 6 Lier enjeux climatiques et réduction des inégalités : une obligation
- 8 Des « témoins du vécu », lanceurs d'alerte à la Région wallonne
- 10 Une « Maison de l'écologie populaire » en chantier
- 12 Les jardins partagés ou la difficulté d'allier enjeux climatiques et pauvreté

## Échos

- 13 « Écoutez ces histoires... qu'on raconte si peu »
- 14 Le circuit court illustré

# UNE COLLABORATION AVEC LE CENTRE DE PLANNING FAMILIAL

## INFOR-FEMMES À LIÈGE

En 2024, à Liège, le Cefoc va démarrer un projet de groupe avec le Planning familial Infor-Femmes qui permettra de croiser les publics et les méthodes de travail pour aborder la question des discriminations.

Manon Lengler chargée de projet à Infor-Femmes présente l'association et explique l'intérêt d'une collaboration entre un service de première ligne et un centre de formation comme le Cefoc.



Propos recueillis par Naïma AMEZZIANE

### INTERVIEW

**Quelle est ta fonction au sein du centre de Planning familial Infor-Femmes et pourquoi fais-tu le choix de t'y engager ?**

— Je suis anthropologue et j'ai travaillé plusieurs années dans le secteur de l'éducation permanente. J'ai eu envie de m'investir dans un travail axé sur l'accompagnement psychologique et social, afin d'être au plus proche du vécu des personnes. J'ai repris des études de conseillère conjugale et familiale. Je suis arrivée chez Infor-Femmes, dans un premier temps comme stagiaire dans le cadre de ma formation. Ensuite, j'ai été engagée comme chargée de projets. Actuellement, je travaille principalement sur deux projets : l'un est axé sur les stéréotypes et l'autre sur l'allaitement dans l'espace public. Je fais également de l'accueil (écoute de première ligne et orientation vers nos consultations ou un service adéquat) et d'animations EVRAS (Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle) dans le secteur associatif, avec un public d'adultes. Ce travail se fait en équipe pluridisciplinaire, avec des collègues engagées dans des missions et avec des valeurs qui me tiennent à cœur : l'EVRAS, le féminisme, la lutte contre les discriminations, etc. Cela fait pleinement sens pour moi de m'engager dans un tel projet !

**Pourrais-tu raconter un peu de l'histoire du centre de Planning ? Quand et pourquoi a-t-il vu le jour ? Et quelles sont ses spécificités aujourd'hui ?**

— Le centre de Planning familial Infor-Femmes est issu des mouvements féministes de la fin des années 60. Cette époque est marquée par des modifications profondes du modèle familial et de la place des

individus dans la société. La question de la liberté pour les femmes de disposer de leur corps est centrale et avec elle, celle de pouvoir planifier sa famille, de réguler les naissances, grâce à la contraception et à l'avortement interdit jusque là. En 1970, un arrêté royal reconnaît l'existence des Centres de planning familial sous l'appellation de « centres pré-matrimoniaux et familiaux ». Ils commencent à être subsidiés. En 1974, Infor-Femmes a été créé dans le but d'informer les femmes sur leurs droits. D'autres missions se sont développées par la suite : accueil, accompagnement, animation et prévention. Ces missions sont aujourd'hui destinées autant aux personnes se présentant seules, qu'aux couples et aux familles, notamment dans le domaine médical, psychologique, social, juridique, conjugal, ... L'accueil s'est étendu à tous publics, sans distinction.

Aujourd'hui, le centre de Planning développe des outils pédagogiques autour de l'EVRAS, traite de thématiques telles que l'hypersexualisation, le genre, la lutte contre le racisme, le harcèlement dans l'espace public, les stéréotypes et préjugés, etc. Le « FAUX-TO LANGAGE » permet de travailler les préjugés, stéréotypes et discriminations. Actuellement, un abécédaire traitant des disparités économiques dans le couple est en construction. Ces outils sont mis à la disposition des associations, écoles et professionnel.le.s qui en font la demande.

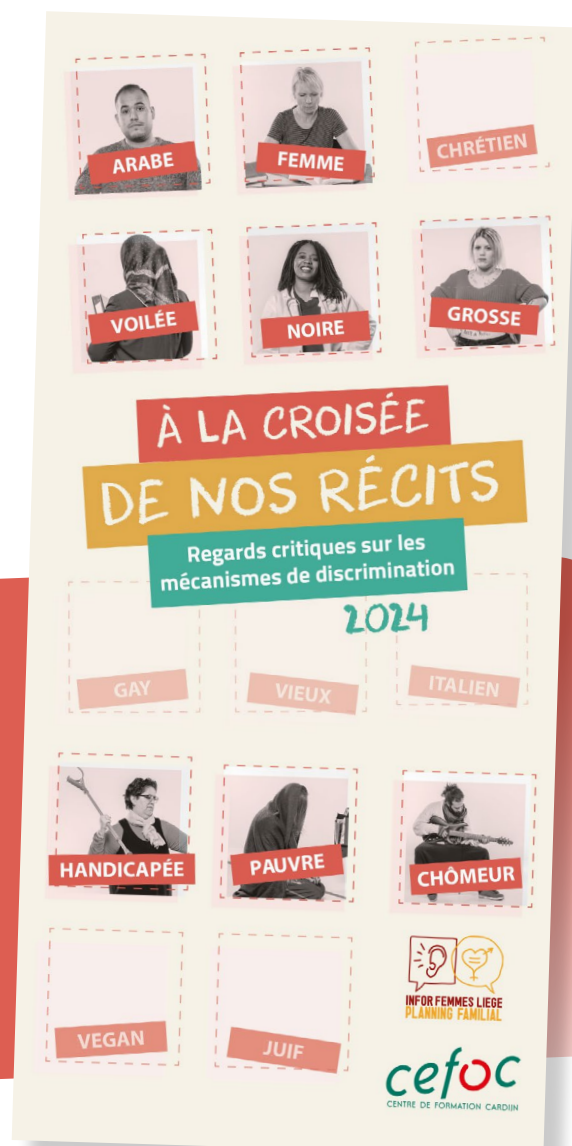


**Infor-Femmes et le Cefoc démarrent une collaboration autour d'un groupe qui va travailler les vécus de discrimination. Pourquoi cette question ? En quoi ce partenariat est intéressant pour votre association ?**

— Le centre de Planning propose des animations à partir de l'outil FAUX-TO LANGAGE dans des associations. Grâce à la collaboration avec le Cefoc, sera proposé un espace où chaque participant-e est invité-e à partager un vécu lié à une expérience de discrimination. La parole, le récit et son élaboration ont un grand pouvoir pour les personnes, ainsi que la possibilité de s'exprimer en tant que témoins sociaux, représentant.e.s de la société. Au fil des rencontres, des liens se tissent entre vécus individuels et questions sociétales afin de construire une réflexion commune au sujet des discriminations.

Les discriminations relèvent d'une question sociale et non individuelle. L'un des objectifs est de sensibiliser aux mécanismes de domination qui nous concernent tou.te.s d'identifier, collectivement, des leviers pour en sortir. Le travail du groupe visera à questionner nos propres préjugés car nous sommes victimes mais aussi auteurs.rices de préjugés. Travailler ces questions dans un processus plus long que les animations ponctuelles proposées d'ordinaire par Infor-femmes permettra de faire un chemin à partir du vécu des participant.e.s.

Infor-Femmes, avec son service d'aide psycho-sociale de première ligne et ses autres missions, développe un ancrage de terrain. Le Cefoc inscrit ses démarches d'éducation permanente dans le temps, et questionne les enjeux de société, à partir des vécus individuels. Ce devrait être complémentaire pour travailler une question comme celle des discriminations, avec l'espoir de permettre l'émergence de solidarités entre les participant.e.s au départ de vécus ou luttes plus personnelles.



Séance d'information le **9 janvier 2024 de 14h à 16h30**  
Au Planning familial Infor-Femmes Liège  
Rue des Franchimontois, 4b à 4000 Liège

Contacts et informations complémentaires :

**Naïma AMEZZIANE :**  
0496/63 86 94 - [naima.amezziane@cefoc.be](mailto:naima.amezziane@cefoc.be)

**Manon LENGLER :**  
04/222 39 65 - [inforfemmesliege@planningfamilial.net](mailto:inforfemmesliege@planningfamilial.net)

# FIN DU MONDE FIN DU MOIS MÊME COMBAT!



« Fin du monde, fin du mois : même combat ! », ce slogan a été repris aux Gilets jaunes qui, en 2018, ont manifesté notamment contre l'augmentation des carburants automobiles provoquée par la taxe de consommation sur les produits énergétiques. Aujourd'hui encore, une crise du pouvoir d'achat accentue les inégalités tandis que sévit la crise écologique et climatique. Une société inégalitaire comme la nôtre conduit certain.e.s à lutter pour survivre au quotidien, pour faire face à « la fin du mois ». D'autres, mieux lotis, s'engagent pour protéger la planète, pour peut-être éviter « la fin du monde » : jardins partagés, vrac dans les magasins bio, panneaux photovoltaïques sur les toits, voitures électriques, alimentation bio.... Le monde politique prend des mesures pour isoler les bâtiments,

éliminer les voitures les plus polluantes des routes... Ces « solutions » sont-elles acceptables/justes, accessibles et compréhensibles pour toutes et tous ? Comment les injonctions, toujours plus fortes, à vivre plus sobrement (« sobriété heureuse ») résonnent-elles aux oreilles de celles et ceux qui subissent « une frugalité contrainte » ? Que construire avec et pour les plus fragiles de manière à faire face à l'urgence climatique tou.te.s ensemble ? Comment faire se rencontrer la lutte « pour la fin du mois » et celle « pour la fin du monde » pour éviter d'oublier, de déclasser une partie de la population... comme ce fut le cas pour les Gilets jaunes en France ?



# Lier enjeux climatiques et réduction des inégalités : une obligation



CHRISTINE MAHY

*Christine Mahy, Secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), affirme combien la rencontre des luttes « Fin du monde/fin du mois » est l'enjeu majeur d'aujourd'hui. Elle l'a rappelé haut et fort : « Si on ne lie pas de façon intime les solutions climatiques à la réduction des inégalités, on court à la catastrophe ».*

Annick PAGE



Face au changement climatique, les plus faibles trinquent, mais tout le monde subit des impacts, d'une manière ou d'une autre : si l'air est pollué, il l'est pour tout le monde. Il en va de même des inégalités : dans un pays inégalitaire, la santé est moins bonne, même celle des plus nantis. Chacun.e gagne donc à ce que la lutte contre le changement climatique ait lieu dans une société égalitaire, y compris l'État. Un environnement sain, sans inégalités sociales entraîne moins de dépenses en soins de santé, moins de demandes d'aides au CPAS... Éliminer la pauvreté et protéger la planète ferait gagner de l'argent à l'État. C'est pourquoi des alliances se créent entre associations. Le RWLP et la Coalition Climat se lancent ensemble dans la réflexion et le combat. La question est de déterminer comment dialoguent les enjeux climatiques et les inégalités, comment ils se télescopent, se violentent, comment se construit une écologie populaire.

## Une lutte sur quatre fronts

Depuis longtemps, un vécu du « trop peu » est la réalité pour de nombreuses personnes : trop peu de droits, de logements de qualité, d'argent, de réussite à l'école... Les personnes précarisées usent leurs forces et leur créativité pour assurer leur survie quotidienne. Il est difficile de construire autre chose quand l'énergie manque parce qu'elle est consacrée à trouver des solutions faites « de bric et de broc » pour se loger, se déplacer, se nourrir...

Par conséquent, le RWLP lutte sur quatre fronts :

✓ **Le logement et l'énergie** - Le droit au logement est de moins en moins garanti : il est de plus en plus difficile de trouver un logement décent

à des prix abordables au regard des revenus disponibles. La Wallonie ne compte que 7 % de logements sociaux, dont beaucoup sont à améliorer. Pour les 93 % de logements privés, certains sont la propriété de personnes à petits revenus ou de personnes âgées qui n'ont plus accès à l'emprunt. Ces propriétaires pauvres ont, à l'opposé des locataires, le pouvoir de décider pour leur habitation, de la rénover par exemple. Encore faut-il préfinancer les travaux avant de recevoir les primes, ce qui se révèle souvent impossible. Quant aux propriétaires qui louent leur bien et décident de faire des travaux, ils sont souvent tentés d'augmenter les loyers, réduisant l'accès au logement pour les plus pauvres.

- ✓ **La mobilité** – Elle est liée au logement : si celui-ci est situé en zone urbaine, il est plus facile de se déplacer qu'en pleine campagne. La mobilité constitue un budget important dans un ménage. Quand la voiture est trop coûteuse ou trop polluante, quand les transports en commun sont limités, la qualité de vie s'en ressent automatiquement. La non-mobilité empêche le recours aux droits, aux soins médicaux. Elle entraîne l'impossibilité de répondre à une offre d'emploi ou de suivre une formation, de participer à des activités ou de maintenir des relations...
- ✓ **L'alimentation** – Les populations les plus faibles sont souvent contraintes de mal consommer, faute de moyens. Comment éviter aux ménages fragilisés de recourir à la malbouffe bon marché ? Il est difficile de concurrencer les produits industriels vendus dans les grandes surfaces « Low cost ».
- ✓ **L'emploi** – Christine Mahy dénonce le postulat capitaliste qui affirme que seul l'emploi privé crée de la richesse alors que l'emploi public coûte à l'État.

## Le rôle de l'État, au bénéfice de tou.te.s

Le RWLP récuse l'idée que la pauvreté soit réduite à une responsabilité individuelle. L'État doit réguler ce qui doit l'être afin de réduire les inégalités et de garantir les droits de tou.te.s. Il ne peut pas laisser de côté une partie de ses citoyen.ne.s sous prétexte qu'il.elle.s « ont fait de mauvais choix ». Les « gens dans la dèche » doivent y rester le moins longtemps possible. Un État qui laisse longtemps les gens dans la pauvreté et leur donne juste de quoi tenir est un État qui maltraite sa population.

- ✓ **Le logement** – L'État doit légiférer, contrer la spéculation, la tendance à transformer les habitations en gîtes ou en locations Airbnb qui réduisent l'accès au logement.
- ✓ **La mobilité** – La mobilité collective doit résoudre les problèmes. Actuellement, la Région wallonne table sur un maillage construit autour du train, du bus, du vélo, des taxis sociaux et des bus à la commande. Plusieurs bémols : il faut que des bus et des trains passent effectivement et pas uniquement pour permettre aux travailleur.euse.s de se rendre au boulot. Les autres ont aussi le droit de se déplacer. Les taxis sociaux (saturés !) sont plus chers que le bus ! Les bus à la commande sont à réserver et payer via une application ! Le vélo pose plusieurs difficultés : la sécurité ; il n'est pas accessible pour tout le monde car des problèmes de santé empêchent parfois de monter sur un vélo. Il faut donc que les solutions soient réfléchies en fonction des personnes qui ont besoin de se déplacer autrement qu'en voiture.
- ✓ **L'alimentation** – Un décret récent de la CFWB prévoit un budget pour que les écoles à indice socio-économique faible puissent proposer un repas gratuit aux enfants. Ce budget est-il suffisant pour éviter de faire appel à Sodexo et son alimentation industrielle ?
- ✓ **L'emploi** – L'État pourrait arrêter les emplois « qui font du mal » et développer des emplois « qui font du bien » : chauffeur de bus à taille réduite circulant dans les campagnes, préparateur.trice de repas équilibrés et locaux dans les écoles, soutien aux producteur.trice.s locaux.les...

« On n'a jamais eu autant l'obligation » de lier les deux enjeux « Climat et réduction des inégalités » qu'aujourd'hui. Il faut imposer ce lien à tout prix au monde politique, au bénéfice des individus, de leurs droits et de l'environnement.



## Un pacte Logement-Énergie pour les portefeuilles plats

Ce pacte, dévoilé par le RWLP à l'occasion du 17 octobre dernier, Journée Mondiale de Lutte contre la Pauvreté, est le fruit de la collaboration entre les acteur.trices du climat et des acteur.trices en faveur de la réduction des inégalités. Il est urgent de mettre au cœur de la politique wallonne le droit à un logement décent pour tou.te.s. Pour y parvenir, il faut porter une attention particulière aux plus précaires car le maintien dans un logement décent et payable est le premier levier de la sortie de la pauvreté ou de l'évitement de l'appauvrissement.

Ce pacte est disponible ici :

[https://www.rwlp.be/images/pacte/Pacte-logement-energie\\_RWLP.pdf](https://www.rwlp.be/images/pacte/Pacte-logement-energie_RWLP.pdf)



# Des « témoins du vécu », lanceurs d'alerte à la Région wallonne

En 2021, la Région wallonne a organisé un Panel citoyen pour le climat. Le RWLP et des témoins du vécu y ont participé pour y faire entendre la voix des invisibles auprès des **panelistes** issu.e.s pour la plupart des classes moyennes. Leur message était clair : dans la lutte contre le changement climatique, il faut veiller à ne pas créer de nouvelles inégalités ou à en renforcer d'autres. Comme le dit Guy Capelle, « Il ne faut pas laisser la voiture dans le fossé, avec les gens dedans ! ». Membre d'un groupe Cefoc et **témoin du vécu**, il a partagé son expérience de **paneliste** avec le public du week-end.

Propos recueillis par Isabelle PAQUAY

## As-tu participé aux travaux du Panel citoyen dès ses premières réunions, en septembre 2021 ?

— Guy Capelle : Non ! Le RWLP n'a pas été convié au départ. Je pense, si mes informations sont bonnes, que c'est Philippe Henri, ministre wallon du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures qui a souhaité, à un moment donné, que le Réseau soit associé à la réflexion. Le Panel a débuté ses travaux en septembre 2021 et je suis arrivé, avec d'autres « témoins du vécu » en novembre 2021, dans le but de « rendre les invisibles enfin visibles ».

## Comment as-tu vécu le fait d'arriver ainsi « en cours de route » ?

— Je me suis fait deux réflexions. Avant notre arrivée, la justice sociale n'a sans doute pas ou très peu été prise en compte par les panelistes. Ensuite, lors de la première réunion à laquelle nous avons participé, nous étions regroupés « face » aux autres panelistes et avons dû nous présenter chacun.e, l'un après l'autre. Tout cela m'a donné l'impression qu'une différence se marquait entre « nous » et « eux »... Ce n'était pas très agréable...

**Un témoin du vécu** est une personne qui, ayant personnellement vécu une expérience de pauvreté, a construit une expertise en pauvreté et en exclusion sociale. Il/elle alerte, dénonce... aux côtés du RWLP

**Un paneliste** est une personne membre d'un panel, ici le Panel citoyen pour le climat.

## Et les panelistes présents depuis le début, comment ont-ils vécu votre arrivée ?

— Cela a créé certaines tensions lors des échanges. Beaucoup de personnes ignorent ce que signifie concrètement être précarisé. Je ne sais pas si c'est de l'égoïsme, de l'indifférence... Lors d'une pause cigarette, l'un des panelistes avec qui je discutais m'a parlé des SDF et du fait qu'il ne comprenait pas le fait d'être alcoolique tout en étant à la rue... Comment pouvait-il se soucier des plus précarisés dans les échanges du Panel avec de tels préjugés à leur propos ? Il y avait donc un décalage entre les premiers panelistes et nous. Nous devions très souvent demander la parole pour alerter le reste du groupe sur les questions de justice sociale qui étaient peu évoquées voire pas du tout.

## Parmi les **recommandations** qui ont fait débat au sein du Panel, tu as souhaité parler en priorité du logement et de l'isolation...

— Oui, chacun.e appuyait l'idée selon laquelle il faut isoler les habitations privées de manière massive. Il a été difficile de faire comprendre que certains « petits propriétaires » ne seront jamais en mesure d'isoler leur maison, faute de revenus. Dans l'esprit de la plupart, il est inconcevable qu'un propriétaire ne puisse pas s'occuper de sa maison, qu'il s'agisse de l'isolation ou même de l'entretien. Un propriétaire a forcément les moyens ! J'ai alors partagé mon vécu de facteur : j'ai rencontré beaucoup de propriétaires, surtout dans les villages, qui vivaient dans une seule pièce de leur maison où il faisait 35° du fait du poêle à bois, mais le reste de la maison n'était pas chauffé. D'autres ne pouvaient pas remplacer des châssis pourris ou vivaient sans isolation... Finalement, le Panel a proposé la recommandation suivante : « Faciliter/simplifier l'accès aux aides/subsides pour un habitat plus durable, notamment pour les personnes précarisées, les personnes âgées... ».

Le livret reprenant l'ensemble des recommandations du Panel sont disponibles ici : <https://henry.wallonie.be/files/Documents/220313%20-%20Panel%20citoyen%20-%20Recommandations.pdf>.

Un numéro spécial de la revue *Imagine Demain le monde* lui est entièrement consacré : [https://kiosque.imagine-magazine.com/wp-content/uploads/2022/03/Imagine\\_SuppPanelOK.pdf](https://kiosque.imagine-magazine.com/wp-content/uploads/2022/03/Imagine_SuppPanelOK.pdf).



## **Vous aviez beaucoup de choses à dire aussi au sujet de la mobilité !**

— Beaucoup se focalisaient presque exclusivement sur les voitures électriques, l'installation massive de bornes de recharge... Là aussi, il a fallu tirer la sonnette d'alarme : une famille qui vit dans une région rurale peu desservie par les transports publics, avec peu de revenus et une voiture âgée de 15 à 16 ans qui va bientôt rendre l'âme, comment se déplace-t-elle ? Au lieu de se focaliser sur les voitures électriques, il vaudrait mieux proposer un service de transports publics étendu, notamment dans les régions oubliées. Un paneliste a mis en avant le fait « *qu'on n'allait tout de même pas faire le tour des villages avec un bus qui allait charger une personne ici, deux autres là* »... Évidemment, cela n'a pas de sens avec les grands bus d'aujourd'hui, mais les petits bus, ça existe ! Parmi les recommandations du Panel figure finalement la recommandation suivante : « *Investir massivement dans les TEC (moduler la taille des bus, cibler les villages...)* ».

**Une recommandation contre laquelle tu t'es fortement opposé figure malgré tout dans le livret des recommandations. En vue de réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments publics, les commerces, les industries, les logements résidentiels..., il s'agirait notamment de couper automatiquement certains appareils au moment où la production électrique est faible.**

— Oui ! Je trouve cela aberrant car, celles et ceux qui passent l'hiver avec un petit chauffage électrique, qui disposent juste d'une plaque électrique pour cuisiner... sont oubliées.e.s dans ce débat à propos de la réduction de la consommation d'électricité. Avec de telles coupures, les besoins fondamentaux d'une partie de la population, se chauffer, se nourrir, se laver seraient touchés, ce qui est inacceptable.

## **Finalement, que retiens-tu de ta participation à ce panel citoyen ?**

— La présence du RWLP, de ses militants et témoins du vécu a été utile, même en prenant le train en marche. La classe moyenne a été alertée sur le fait qu'il ne faut pas laisser une partie de la population sur le bord du chemin. Il ne faut pas laisser la voiture dans le fossé, avec les gens dedans !



## **Le Panel citoyen pour Anne, autre témoin du vécu et paneliste :**

« *J'ai participé à une série d'ateliers du Panel comme "témoin du vécu" du RWLP. Le niveau était élevé sur le plan socio-économique et de l'éducation. La faible présence de personnes en situation de précarité tient aussi de la honte qu'elles peuvent ressentir. Si on avait intégré le réseau dès le départ, cela aurait pu faciliter les choses. Ce qui m'a frappée, c'est la déconnexion des publics. Les manières de voir les choses étaient très individualistes. J'avais parfois l'impression que le bien commun était mis de côté. Personnellement, j'ai essayé de faire passer la notion d'acceptabilité sociale face aux mesures liées à la consommation et à la mobilité (...). Souvent, par la force des choses, les personnes en situation de pauvreté vivent déjà la sobriété obligatoire. Si on leur impose des contraintes en plus, qu'est-ce qui va leur rester ? Ce sont celles qui ne partent pas en vacances ou ne s'achètent rien qui polluent le moins. Cela devrait être récompensé ! On devrait davantage prendre des mesures qui récompensent les bons comportements. Ce point de vue n'a pas toujours été facile à faire passer... ».*



# Une « Maison de l'écologie populaire » en chantier

Le public s'est retroussé les manches pour tenter de construire collectivement une (toute) première « Maison de l'écologie populaire ». Chacun.e a apporté sa brique, son ciment, son savoir à ce chantier collectif : construire des projets et/ou des mesures politiques relevant de l'écologie populaire.

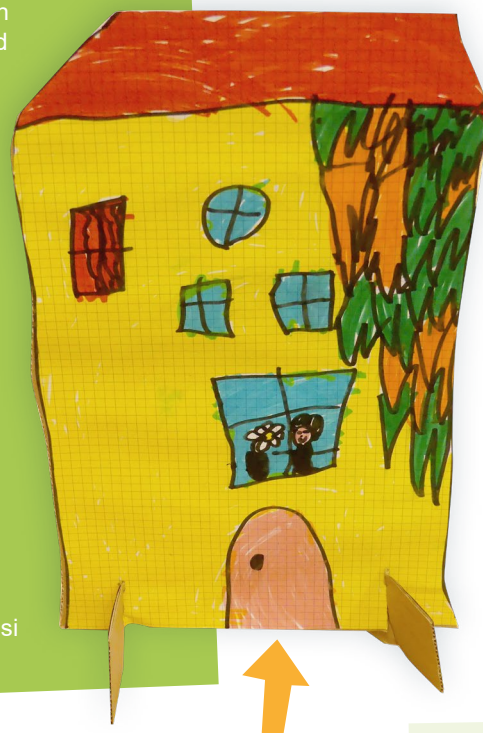
Isabelle PAQUAY



## Pour construire une « Maison de l'écologie populaire »

Grâce aux échanges et aux interventions du samedi, une première ébauche de plan a pu être élaborée à propos de ce que doit être une écologie populaire. Elle reprend les balises à prendre en compte pour que l'écologie soit populaire, pour que la « Maison » soit solide et accueillante pour tou.te.s.

- ✓ L'écologie doit RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES
- ✓ La LIBERTÉ est une valeur importante, oui, mais pour qui exactement ?
- ✓ Le CHOIX LIBRE, dans ses contraintes
- ✓ La JUSTICE SOCIALE POUR TOUTE L'HUMANITÉ
- ✓ L'ÉQUITÉ et non l'égalité
- ✓ L'accès aux DROITS (ex. le droit au logement pour les propriétaires pauvres, les locataires faibles...)
- ✓ La prise en compte des BESOINS SPÉCIFIQUES (ex. Ne pas imposer sans distinction le chauffage à 18°)
- ✓ Des MESURES POLITIQUES ET COLLECTIVES et non la responsabilité individuelle à outrance
- ✓ La prise en compte de L'ASPECT SYSTÉMIQUE DES PROBLÉMATIQUES (ex. lutter contre l'alimentation industrielle suppose la mise en place d'une autre fiscalité, un travail sur la publicité...)
- ✓ La création d'EMPLOIS QUI FONT DU BIEN
- ✓ « Ne pas se foutre de CELLES ET CEUX QUI ONT LES MOYENS » : cette écologie populaire est aussi à leur bénéfice et il faut les embarquer eux.elles aussi dans la construction d'une écologie populaire (p. 6 et p. 11)



## 2 Symboliquement, les fondations et les murs de la maison

Une fois le plan en main, chaque carrefour/chantier a « débuté les travaux » en imaginant ce qu'il faudrait mettre en place comme mesures politiques. Avec l'aide de l'animatrice/cheffe de chantier, il a construit les premières propositions :

- ✓ **Mobilité** - Un plan de mobilité par quartier, élaboré par un comité de quartier
- ✓ **Énergie** - Taxer les émissions de CO2 des privés et des entreprises pour financer le bio et des « emplois qui font du bien »
- ✓ **Énergie** - Doit redevenir un bien public géré par l'État
- ✓ **Aménagement du territoire** - Repenser l'urbanisation des régions rurales pour protéger les terres agricoles
- ✓ Des **jardins partagés** (p. 12)
- ✓ **Logement** - Isolation, commune par commune, quartier par quartier, par une entreprise d'économie sociale, de tout ce qui doit l'être, avec une priorité pour celles et ceux qui ont les moyens les plus faibles, tandis que celles et ceux qui ont les moyens participent financièrement

### 3

#### La visite de l'architecte

Le public/l'architecte a visité les chantiers afin de vérifier s'ils sont conformes au plan, si les règles de sécurité y sont respectées, s'ils ne présentent pas des faiblesses et des risques pour l'écologie populaire. Voici les arguments majeurs énoncés à l'égard de chaque proposition :

- ✓ **Mobilité** - Il faudrait que les comités de quartiers soient représentatifs de toutes les classes sociales, y compris populaires
- ✓ **Énergie** - Et les vieilles voitures ? Et les vieux tracteurs ? Qui est taxé exactement ?
- ✓ **Énergie** - Nécessite au préalable un audit citoyen de l'énergie, à propos de ce dont dispose la Belgique en termes d'énergie. Les classes populaires doivent participer à ce type d'audit
- ✓ **Aménagement du territoire** - Cela existe déjà !
- ✓ **Des jardins partagés** - Et la réalité des publics précarisés ? (p. 12)
- ✓ **Logement** - « Ne pas se foutre de ceux qui ont les moyens » ou comment embarquer tout le monde en aidant certain.e.s et pas d'autres ?

### 4

#### La réception des travaux

Une série de propositions, bonifiées par les chantiers, sont présentées une dernière fois en plénière.

- ✓ **Mobilité** – Établir collectivement un plan de mobilité par quartier à partir des besoins et des manques.
- ✓ **Logement** – Priorité à une véritable politique régionale proactive du logement (informations claires à propos des avantages existants, système clair de primes, fiscalité sur les loyers, priorité aux logements sociaux en collaboration avec les agences immobilières sociales, lutter contre la spéculation des bâtiments isolés...)
- ✓ **Des jardins partagés** (p. 12)

**La « Maison » reste en chantier. La construire est complexe et prend du temps. Toutefois, l'expérience collective a permis de confronter les idéaux à la réalité des plus fragiles, de prendre conscience de la déconnexion des classes moyennes et populaires face aux urgences des un.e.s et des autres. Un grand pas en avant pour construire une véritable écologie populaire. Désormais, chacun.e sera sans doute davantage attentif.ve à ce quotidien de survie qu'il est tellement difficile d'imaginer quand on ne le vit pas !**

#### Des enfants, des pirates et une ville idéale !

Sous la houlette de Chloé (Écoline et Caracole), sept enfants ont discuté de la liberté, imaginé une histoire de pirate et construit leur ville idéale. Ce dossier est illustré par leurs réalisations.

« Cette nuit, j'ai fait un drôle de rêve... J'ai rêvé d'un pirate. Il était fort malade. Il s'appelait Herbherd. Il devait laver, chaque jour, les vêtements de tous ses enfants. Il avait beaucoup de travail et c'était difficile parce qu'il était malade ! Herbherd part ensuite en mer. C'était un marin-pirate. Son métier, c'était de pêcher ! En pêchant, il se met à penser aux personnes qui ont la chance d'avoir un potager. Lui, il vit en mer et pas sur la terre ferme ! Et il n'a pas de jardin... Oh ! Il pêche une pieuvre ! Il va la vendre au marché. Un vieux monsieur lui troque sa pieuvre contre une graine. Herbherd va s'acheter du terreau et un pot en métal, incassable. Il ramène le pot sur son bateau. Il arrose la graine. La plante se met à pousser, à pousser ... Tant et si bien qu'elle le fait grimper jusqu'à arriver dans un autre monde ! Herbherd arrive dans une petite ville, pleine de personnes qui ne lui ressemblent pas. Il redescend pour l'annoncer à tous ! Alors, ceux d'en-bas emménagent en-haut. Quand ils arrivent, les habitants d'en-haut ont DIS-PA-RU ! Quelques mois plus tard, les habitants d'en-bas, venus habiter en-haut, décident de redescendre. En arrivant sur le bateau, ils se rendent compte qu'ils auraient pu y retourner par un autre moyen : en soulevant la mer ! Ceux d'en-haut savaient qu'il y avait une autre voie d'accès pour le monde d'en-bas, mais ils avaient manqué de courage, jusque-là. Voyant que ceux d'en-bas avaient osé monter par une nouvelle voie, ils décident eux aussi de tenter l'aventure ! Ceux d'en-haut découvrent ainsi comment vivent ceux d'en-bas... Et ceux d'en-bas découvrent comment vivent ceux d'en-haut ! »

Cassandra, Nour, Lison, Céline, Louis, Elsa et Clara

# Les jardins partagés

## ou la difficulté d'allier enjeux climatiques et pauvreté

*L'un des carrefours a pris à bras-le-corps la question des jardins partagés qui se développent un peu partout en Wallonie. L'intuition des participant.e.s : il s'agit d'une bonne piste à suivre pour faire face aux enjeux climatiques tout en réduisant les inégalités sociales. L'exercice n'a pas été facile et a soulevé de nombreuses questions.*

Bernard QUINET

La première proposition du carrefour : « Soutenir des projets de jardins partagés dans les villes ou en périphérie des villes ; en associant des publics précarisés, notamment en collaborant avec des CPAS et/ou des associations travaillant avec ces publics. Ces projets peuvent également se développer en collaboration avec des groupes d'achat collectif et des producteurs bio ».

Le carrefour a évoqué plusieurs bénéfices propres à de tels projets. Ils assurent une alimentation saine et accessible pour une population qui n'a pas les moyens d'acheter des produits bio, grâce au partage de la production entre les personnes associées aux jardins. Enfin, ils permettent une production locale et respectueuse des sols.

### Une critique fondamentale : et la réalité des publics précarisés ?

De prime abord, ce type de projet semble vertueux. Toutefois, certain.e.s participant.e.s au week-end, impliqué.e.s dans de tels jardins, déplorent le fait qu'ils/elles se sont souvent « cassé la figure » : le public précarisé n'était pas au rendez-vous, à leur grand étonnement. Ces jardins n'intéressent pas nécessairement les publics précarisés car ils ne répondent pas à leur demande, mais surtout parce qu'ils ne correspondent pas à leurs réalités et leurs urgences de vie. Cultiver un jardin exige un investissement très régulier, assidu et persévérant sur le long terme, surtout à certaines saisons. Les enjeux de production et de rentabilité du jardin vont à l'encontre du rythme des personnes issues des classes populaires pour qui il est compliqué de s'engager de manière durable. Elles sont trop sollicitées par leurs difficultés quotidiennes. Elles dépensent une énergie démesurée pour survivre



au quotidien et par conséquent, en manquant pour pouvoir jardiner, récolter, stériliser... L'investissement dans le projet étant très différent de l'un à l'autre, le partage des produits est souvent difficile à gérer... Parfois, ces jardins sont situés sur des terrains peu accessibles pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés pour se déplacer...

### Une proposition bonifiée... mais pas encore aboutie !

Fort de ces nouveaux éléments, le carrefour s'est remis à la tâche pour tenter de bonifier sa proposition. Il insiste sur deux points qui lui semblent fondamentaux pour faire des jardins partagés les outils pour une écologie populaire :

1. Construire et gérer les jardins avec des associations locales (mouvements d'Éducation permanente, services sociaux tels CPAS, maisons de quartier, maisons médicales, paroisses...) afin d'assurer la gestion et la permanence du projet ;
2. Associer au maximum le public précarisé dans des phases précises du projet, par exemple aux moments des semis, de la récolte des légumes, de la stérilisation...

La proposition n'est pas aboutie et demande d'être remise encore et encore sur le métier. Mais elle met en lumière l'importance de partir des besoins des plus fragiles et non pas de les imaginer à partir de soi. C'est sans doute ce que chacun.e retiendra de cet exercice à propos des jardins partagés. Sans cette attention aux inégalités, « l'écologie, c'est du jardinage ! ».



Cette expression est reprise à Fatima Ouassak, militante écologiste, fondatrice de la Maison de l'écologie populaire (Bagnolet), autrice du livre « Pour une écologie pirate. Et nous serons libres » (Paris, 2023)

# « Écoutez ces histoires... qu'on raconte si peu »

Tout comme la chanson de Stromae « Santé » célèbre les invisibles de notre société, le film « *Le Balai libéré, Ecoutez cette histoire que l'on m'a racontée* » célèbre les travailleur.euse.s d'une société de nettoyage à Louvain-La-Neuve. La réalisatrice, Coline Grand, a eu l'idée géniale de faire se rencontrer les travailleurs et travailleuses d'aujourd'hui, avec celles d'hier, dans les années 70 qui ont viré leur patron pour fonder leur propre entreprise autogérée : *Le Balai libéré*. Elles et ils reconstruisent, ensemble, une sorte d'histoire de leur travail.

Dans le cadre du ciné-club du Centre culturel d'Ans, animé par le CNC, PAC, Mafemo, le Cefoc et le Centre culturel, le Cefoc proposera le 30 janvier 2024, le film « *Le Balai libéré, Ecoutez cette histoire que l'on m'a racontée...* ».

Après la projection, un débat sera proposé au sujet de « ces histoires qu'on raconte si peu... » ! Ainsi, Paul Verjans apportera son regard sur le projet du Balai libéré dans les années 70, lui qui en a été un acteur, et sur cette histoire que le film permet de raconter aujourd'hui.

Le débat après le film ouvrira le propos sur une autre histoire d'autres travailleuses invisibles : des soignantes en maison de repos dont certaines ont d'ailleurs dit à l'autrice qui recueillait leur témoignage : « mon travail, y a rien à raconter ». Laetitia Godfroid a publié, grâce aux Editions Couleurs livres, le récit de 7 soignantes de maison de repos : « *Prendre soin de leurs vieux jours, Récits de soignante en maison de repos* ».

Ces deux récits documentaires seront l'occasion d'explorer, avec le public, comment des histoires comme celles-là permettent de visibiliser des « invisibles », de « célébrer celles qui ne célèbrent pas », de mettre en lumière d'autres valeurs de société que la performance ou la domination... comme la collaboration, le soin, l'attention aux plus vulnérables...

Dans la foulée de ces histoires que l'on raconte peu, se prépare pour 2024 une activité autour d'une autre histoire du même genre « *Zette et Zotte à l'uzine* », avec la bibliothèque de Grâce-Hollogne. Il s'agira cette fois d'un album jeunesse qui permet de raconter aux enfants un autre genre d'*uzine*. Une sorte de *révolution* où les *zouvrielleuses* qui en ont marre de *gagner des miettes et des épiluchures, résistent au trapron qui renvire tout le monde (pour ouvrir une autre uzine dans un autre païsse)*. Après avoir gagné à force de *manifles et de grabuge*, les *zouvrielleuses* parviennent à sauver leurs machines et décident qu'il n'y aura « *plus de chef sinon ça recommence* » !



Plus d'info sur le film et sur l'album jeunesse :  
<https://www.cefoc.be/Et-si-l-autogestion-Des-recits-pour-une-autre-histoire-du-travail>

# LE CIRCUIT COURT ILLUSTRÉ

## Visite guidée avec la Table-ronde citoyenne de Ciney

13 février 2023. La Table-ronde sort du Musée du capitalisme au Centre culturel de Ciney. Chacune et chacun repart de cette visite bousculé.e, avec de multiples questions et réactions. Des réflexions mitigées aussi : que faire face à ce sentiment d'impuissance ? Face à ce fossé entre aisés et moins aisés ? Face à cette spéculation sur le prix du lait, des céréales, etc. ? Face à cette impression de se battre contre un mur...

Et pourtant, après évaluation, les participant.e.s se disent que, près de chez nous, il y a des gens qui pensent et agissent autrement. Par exemple, en s'inscrivant dans le CIRCUIT COURT. Comme la ferme Crevits à Corbion (Ciney) et, un kilomètre plus loin, l'Atelier 117 à Leignon, fromagerie qui transforme son lait de ferme en fromage ! En allant à leur rencontre, le groupe s'est donné un bon moment de découverte et de respiration en prenant conscience qu'un autre monde est possible... près de chez nous !



7 La cuve de fabrication du fromage



1 Accueil à la ferme



4 Discussion sur le prix du lait



8 La finition pour la vente



**2** Les vaches dans leur étable



**3** Visite de la salle de traite



**5** Dégustation du lait de la traite du jour



**6** Le tank mobile qui transporte le lait chaque mardi matin



**9** La dégustation



## Traversées d'Éducation permanente en temps de pandémie. Garder trace pour retracer un avenir.

Cette publication est le fruit d'une recherche entamée en plein cœur de la pandémie de Covid-19. La gestion de la crise sanitaire impactait alors de manière inédite la vie des groupes qui font l'essence-même de l'Éducation permanente.

Tandis que les mesures sanitaires venaient restreindre le champ des possibles pour les participant.e.s comme pour les formateurs.trices, qu'est-ce qui s'est révélé essentiel, en creux ? Qu'en retenir pour vivifier le sens du travail d'Éducation permanente, le rendre plus robuste dans une société qui reste en crise(s) ?

C'est en prenant appui sur des analyses réalisées en groupe, « avec, par et au risque » de participant.e.s et de formatrices du Cefoc, que l'étude fait émerger une série de questions de sens qui continuent de se poser au-delà du contexte de pandémie. Elle pointe des tensions au niveau de la posture de formation et interroge une série de « frontières » dans le travail d'Éducation permanente. Elle invite, fondamentalement, à une autre lecture du « lien social ».



Disponible sur [www.cefoc.be/-Livres-et-etudes-ou-en-version-papier-sur-demande-aupres-du-secreariat-081/23-15-22-info@cefoc.be](http://www.cefoc.be/-Livres-et-etudes-ou-en-version-papier-sur-demande-aupres-du-secreariat-081/23-15-22-info@cefoc.be)

## Lire la Bible aujourd'hui : pourquoi ? comment ?

Jean-Claude Brau · Véronique Herman · Pontien Kabongo

Dans un contexte où la religion semble renvoyée aux oubliettes, pourquoi visiter des textes aussi anciens que ceux de la Bible, venus d'autres cultures ? Pourquoi s'y référer encore ? Peut-on y trouver un sens ? N'est-ce pas un exercice gratuit pour convaincus ou nostalgiques ?

Des événements récents au plan mondial (guerres, attentats, Covid 19...) autant que la préoccupation cruciale de l'avenir de la planète mettent en évidence la fragilité et les limites de nos cultures. Les questions « Comment vivre ? et pourquoi/pour quoi vivre ? » sont prégnantes. Et les offres de réponse foisonnent, reflets d'un monde désormais interculturel.

La conséquence va de soi pour la réflexion proposée ici : la lecture de la Bible, comme celle de toute littérature, ouvre sur un monde nouveau, avec ses contradictions et ses questionnements. Bien avant nous, d'autres générations ont affronté des questions comparables aux nôtres et ont légué une diversité de propositions à la lumière de leur foi en un Dieu libérateur. Après eux, aucune approche de la Bible ne peut se mener comme s'il s'agissait d'y trouver un sens unique et évident. Lire la Bible aujourd'hui avec d'autres, c'est se rendre disponible pour y découvrir une pluralité de sens.

Si vous souhaitez commander l'ouvrage, vous pouvez en faire la demande à l'adresse [info@cefoc.be](mailto:info@cefoc.be) ou par téléphone au cefoc : 081/23.15.22

Prix : 20 euros + frais de port à commander au Cefoc



### Comment nous soutenir concrètement ?

#### Différentes formules de don sont possibles :

- Verser un don sur le compte de Caritas Secours ASBL/Namur-Luxembourg - IBAN : BE23 2500 0830 3891 BIC : GEBABEBB - ou un ordre permanent en y ajoutant en communication « souhaite aider Cefoc code 732506 ».  
Caritas Secours Francophone soutient les projets du Cefoc et fait donc appel à votre contribution financière pour que ceux-ci se réalisent.  
**Tout don de 40 € ou plus sur ce compte donne droit à une exonération fiscale. IMPORTANT :** pour vous assurer d'obtenir une attestation fiscale pour l'année 2023, nous vous invitons à effectuer votre virement au plus tard le 31 décembre 2023.
- Verser un don sur le compte du Cefoc TRIODOS - IBAN : BE47 5230 8096 6480 BIC : TRIOBEBB- ou un ordre permanent.  
**Cette formule ne donne pas droit à une exonération fiscale.**
- Prendre un abonnement de soutien à notre revue trimestrielle en versant 40 € sur le compte du Cefoc TRIODOS - IBAN : BE47 5230 8096 6480 BIC : TRIOBEBB - et en y ajoutant en communication « Abonnement 2024 ».



Abonnement & dons 2024

